

[Texte]

Let me stop here a second to offer an analogy, Mr. Chairman, recognizing of course the weakness of proceeding with a reasoning by analogy. Let us compare property rights to having a right to drive down a one-way street. There's nobody in the world that would argue that if you're driving your car down a one-way street, and you are within your rights, that it also gives you the right to hit another car that you see coming the other way, because it is not going the right way.

My simple point here, Mr. Chairman, is that rights don't exist in a vacuum, they don't exist on and upon themselves out there somewhere. They exist in a context where there are other rights, as I mentioned, in a historical and social context.

Experience in other countries, such as the United States, has shown that entrenchment of property rights in the Constitution has not undermined environmental legislation. You've had a witness on this very specific issue. I've been informed of some of his testimony, which I found to be enlightening.

Further, the U.S. Supreme Court has never struck down an Environmental Protection Agency statute for violating the property rights provision of the Constitution. With that said, I welcome your suggestions for ensuring that this clause does not weaken our ability to regulate in terms of land use and environmental matters.

However, I share Mr. Clark's confidence that we can fine-tune the language to make property rights effective while taking into account the legitimate concerns Canadians have voiced.

• 1600

I want to say here, Mr. Chairman—because you have heard my point, I have said it publicly before—and I want to make it clear to members that I don't want to be seen or perceived as defending *coûte que coûte* property rights when I am making that point. I am just trying to present a point of view that is more balanced than the ones I have seen up until now.

But I want to point out to you that I recognize that in property rights there are issues that pertain to the environment. As a minister responsible for the environment, very interested in the work of your committee and what you will produce, I look forward to any recommendation this committee can produce that can give us an idea of how we should proceed in this area.

When we deal with this issue, with the environment and the Constitution, surely we should do it with an open mind. I just want to stress to you that this is very much the spirit in which I come to this committee.

En tant que Canadien originaire du Québec, mieux connu comme étant un Québécois, je vous demande d'examiner soigneusement les propositions mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour apporter à notre Constitution une réforme que le temps et les expériences du passé imposent. Selon moi, ces propositions garantissent au gouvernement fédéral les pouvoirs nécessaires pour assurer un environnement sûr et viable pour nous et nos enfants, et elles font en sorte que les provinces partagent cette responsabilité.

[Traduction]

Avec votre permission, monsieur le président, j'aimerais vous proposer une analogie, tout en reconnaissant bien entendu les lacunes du raisonnement analogique. Comparez le droit à la propriété au droit que vous avez de circuler dans une rue à sens unique. Personne au monde ne maintiendra que si vous conduisez dans une rue à sens unique, et que vous êtes dans votre droit, que cela vous donne aussi le droit de heurter de plein front une voiture qui arriverait dans le sens contraire.

Ce que j'entends simplement par là, monsieur le président, c'est que les droits n'existent pas dans un vacuum, une vacance; leur existence n'est pas seulement intrinsèque. Ils existent dans un contexte de coexistence avec d'autres droits, et comme je l'ai dit, dans un contexte historique et social.

D'autres pays nous en offrent des exemples. C'est le cas aux États-Unis, où l'enchâssement du droit à la propriété dans la Constitution n'y a pas sapé la législation environnementale. Vous avez entendu un témoin sur cette question précise. On m'a fait part de son témoignage, que j'ai trouvé instructif.

En outre, la Cour suprême des États-Unis n'a déclaré anticonstitutionnelle aucune loi relevant de l'Environmental Protection Agency, sous prétexte qu'elle violait les dispositions constitutionnelles sur le droit à la propriété. Cela dit, j'accueillerais avec plaisir toutes les suggestions que vous pourriez me faire pour nous assurer que cette disposition ne mine pas notre pouvoir de réglementer l'utilisation des terres et les autres questions d'environnement.

Je suis toutefois confiant, comme M. Clark, que nous pourrions en améliorer le libellé pour donner force de loi au droit à la propriété tout en tenant compte des préoccupations légitimes manifestées par les Canadiens.

Ce que je veux dire ici, monsieur le président, car vous m'avez bien compris et je l'ai déjà dit publiquement auparavant, c'est que je ne souhaite nullement que les membres du comité aient l'impression que je défends *coûte que coûte* le droit à la propriété en disant cela. J'essaie simplement de présenter un point de vue plus équilibré que ce que nous avons vu exprimer jusqu'à présent.

Je veux cependant souligner que je reconnais qu'il y a, dans le droit à la propriété des aspects qui touchent à l'environnement. En tant que ministre responsable de l'Environnement très intéressé par les travaux de votre comité et leur aboutissement, je suis impatient de connaître vos recommandations sur la façon de procéder dans ce domaine.

Quand nous nous penchons sur cette question de l'environnement et de la Constitution, il faut le faire avec un esprit ouvert. Je tiens à souligner que c'est dans cet esprit que je rencontre votre comité.

As a Canadian coming from Quebec, better known as a Quebecer, I am asking you to consider carefully the proposals put forward by the Government of Canada for much-needed changes to our Constitution. I believe these proposals ensure the federal Government has the authority necessary to provide a safe and healthy environment for ourselves and our children, and that the provinces can also share this responsibility.